



Titre : Revue de presse pour Benkirane premier ministre



On s'y attendait, c'est désormais officiel, SM le Roi vient de nommer Abdelillah Benkirane chef du gouvernement. Le secrétaire générale du Parti de la Justice et du Développement devra dans les prochains jours trouver des alliances afin de former le futur gouvernement. "Les propos du Souverain m'ont procuré beaucoup de joie et je prie le Tout-Puissant de m'assister pour mener à bien la noble mission que m'a confiée SM le Roi, dans l'intérêt général et être à la hauteur du serment que j'ai prêté aujourd'hui devant Sa Majesté" était la première déclaration de Benkirane en tant que chef de gouvernement.

Législatives 2011

Abdelillah Benkirane reçu par le Souverain aujourd'hui

S'il est nommé chef de gouvernement, les tractations démarrent

Les alliances avec l'Istiqlal et, soit l'USFP ou le MP

La présidence du Parlement également sur la table

--

Abdelillah Benkirane sera reçu aujourd'hui par le Souverain à Midelt, ville choisie pour le lancement de la campagne de solidarité pour cette année. C'est à l'issue de cette audience qu'on saura s'il est nommé chef de gouvernement. C'est à partir de ce moment aussi qu'il entamera les tractations avec les partis politiques pour former le prochain gouvernement.

Sans attendre ce moment, Abdelillah Benkirane, secrétaire général du PJD, s'est prononcé sur la nature de ses alliances. Ainsi, il a donné la priorité à la Koutla, c'est-à-dire l'Istiqlal, l'USFP et le PPS. Officiellement, ces trois partis veulent négocier avec lui en étant groupé. Une manière d'augmenter les chances en leur faveur. D'ailleurs, ils se sont réunis samedi dans la soirée, mais sans arriver à un accord clair. Visiblement chacun fera cavalier seul. En effet, dès l'annonce de la victoire du PJD samedi, Abbas El Fassi a fait part du désir de l'Istiqlal de faire partie du prochain gouvernement. En agissant ainsi, il a réduit la pression sur le PJD. En effet, la négociation avec l'USFP sera plus facilitée. Et Abdelouahad Radi devra discuter avec Benkirane sans lui mettre le couteau sous la gorge.

Il voudra revenir vers le Conseil national, le Parlement du parti, pour débattre de cette question, ce qui risque de prendre du temps. Car, si l'USFP veut augmenter les enchères, le PJD pourra se tourner vers le Mouvement populaire. Des responsables de ce parti ont pris conscience que le G8 était une aventure. Ils crient haut et fort que cette expérience n'était pas concluante. Au PPS, les choses ne sont pas non plus faciles. Le débat sur la participation dans un gouvernement conduit par le



PJD fait apparaître deux courants. L'un s'y oppose, selon des considérations idéologiques. L'autre n'y voit aucun inconvénient, vu le contexte politique, et les slogans du PJD comme la lutte contre la corruption et contre l'économie de rente exigent de l'accompagner dans cette aventure.

En tout cas, le prochain gouvernement sera ramassé. D'abord, il sera composé essentiellement de 3 partis. Arithmétiquement 107 sièges du PJD+60 de l'Istiqlal+39 de l'USFP donnent 206 sièges, soit au-delà de la majorité+1, fixée à 198 sièges. Même si on remplace l'USFP par le MP, la coalition dépassera ce seuil. En tout cas, avec trois partis, le gouvernement sera plus fort et homogène. Même les discussions pour élaborer le programme gouvernemental seront facilitées. Le prochain exécutif sera également ramassé au niveau de sa composition. Le nombre de ministères sera réduit de moitié, mais renforcé par des secrétaires d'Etat qui n'assistent pas au Conseil des ministres. Abdelillah Benkirane a toutefois précisé qu'il n'était pas contre les technocrates. «Si un élément est reconnu par tout le monde pour son expertise, nous serons prêt à le cautionner mais sans le repeindre politiquement», a-t-il rappelé. Une allusion pour certains ministres de souveraineté ? C'est trop tôt pour l'affirmer.

Dans son deal avec le PJD, Abbas El Fassi attend un retour d'ascenseur. La rapidité de sa déclaration de participer au gouvernement n'est pas innocente. L'Istiqlal obtiendra la présidence du Parlement. En effet, il est difficile pour le PJD d'avoir les deux postes: le chef de gouvernement et le président de la Chambre des représentants. Dans l'hypothèse où le perchoir est accordé à l'Istiqlal, qui choisir? Trois noms circulent déjà. Yasmina Baddou pourrait faire l'affaire. Elle a été ministre deux fois et trois fois députée d'une circonscription locale. Elle est également membre du bureau exécutif de l'Istiqlal. Karim Ghellab est également en piste. L'homme a été ministre et deux fois député. Avec la nouvelle Constitution, le Parlement aura besoin d'être redynamisé. Plusieurs lois organiques doivent être adoptées. L'autre nom est Nourredine Mediane, député depuis plusieurs législatures, il connaît les rouages du Parlement pour avoir été notamment vice-président. Il est également membre du bureau exécutif.

Parlement: Bataille pour la présidence

Toujours sur le registre du Parlement, un autre scénario n'est pas à exclure: confier la présidence de la Chambre des représentants à l'USFP. Habib El Malki bataille pour cette fonction prestigieuse. Et pour cause, c'est le deuxième poste d'importance dans la hiérarchie de l'Etat après le Souverain.

Le RNI, par la voix de son président, a annoncé la couleur dès samedi dernier: son parti campera dans l'opposition.

Une position contestée par certains responsables de la formation. Ils reprochent à Salaheddine Mezouar d'avoir pris une telle décision sans revenir vers les instances du RNI. D'ailleurs, une réunion de son bureau exécutif aura lieu aujourd'hui.

Objectif: évaluation des résultats du parti et trancher sur la conduite à suivre dans la formation du gouvernement.

D'autant que certains veulent s'embarquer dans la nouvelle majorité. Car, depuis sa création, le RNI a toujours été au gouvernement. C'est la première fois qu'il expérimente l'opposition. Un apprentissage difficile.

Le PAM se positionne également dans l'opposition. Un communiqué de presse a été publié dans ce sens dimanche. En remportant 47 sièges, il s'est défait de l'étiquette de parti de l'Administration qui lui colle à la peau.

Le PJD ne touchera pas au projet de budget



Abdelillah Benkirane s'inscrit dans la continuité. Ainsi, il laissera tel quel le projet de loi de Finances pour 2012. A l'exception de quelques petits amendements. Il ne touchera pas non plus les libertés publiques. Sur l'alcool, le secrétaire général du PJD a une réponse pour le moins atypique: «la consommation du vin et autres spiritueux baissera si on règle les problèmes de la population».

Mohamed CHAOUI

-

Législatives

2011

Le PJD rassure sur les libertés individuelles

Première sortie médiatique de Benkirane, SG du parti

Formation du gouvernement, avec priorité à la Koutla

Cabinet restreint, recours aux technocrates,... les perspectives



Pour Abdelillah Benkirane, SG du PJD, «il n'y aura pas de grands changements au niveau de la loi de Finances préparée par l'équipe de Mezouar, et ce afin d'assurer la continuité du fonctionnement de l'Etat» (Ph. Bziouat)

POURSUIVRE les réformes notamment économiques et sociales pour renforcer la stabilité et le développement du pays. C'était le message fort qu'on peut retenir de la première conférence de presse d'Abdelillah Benkirane, SG du Parti de la justice et du développement (PJD), tenue au lendemain de son triomphe éclatant aux élections législatives anticipées du 25 novembre dernier.

Pour Benkirane, ce scrutin a rapporté dans son escarcelle deux bonnes nouvelles. La première est le taux de participation de plus de 45%, un taux relativement supérieur à celui de 2007. Cela dans un contexte difficile marqué notamment par le boycott réclamé par les partis de la gauche radicale ainsi que le mouvement Al Adl Wal Ihsane. La deuxième bonne nouvelle pour le patron du parti islamiste est le franc succès réalisé par son parti. «Nous espérons occuper la première position, mais nous étions loin de nous douter d'un tel succès qui nous a permis de réaliser ce score inédit de 107 sièges contre 47 en 2007», avance Benkirane. Une situation qui va permettre au PJD de diriger le



prochain gouvernement selon les dispositions de la nouvelle Constitution. Pour ce faire, il devrait recourir à des alliances avec d'autres partis pour constituer une majorité confortable. Les premiers invités seront les partis de la Koutla, constituée du Parti de l'Istiqlal (PI), l'Union socialiste des forces populaires (USFP) et le Parti du progrès et du socialisme (PPS).

«Pour entamer les consultations avec ces partis, il faut tout d'abord attendre la nomination par le Souverain du futur chef de gouvernement», précise Benkirane. Sur ce volet, il tient à rappeler que la désignation du SG du PJD à ce poste est un choix «naturel», selon la direction du parti, réunie samedi dernier. Dans le cas contraire, cette dernière devrait se réunir pour examiner à nouveau la question. Outre les partis de la Koutla, la porte restera ouverte à certains partis du G8 comme le Mouvement populaire (MP) et même le Rassemblement national des indépendants (RNI). «Mais il n'est pas question de pactiser avec le Parti Authenticité et Modernité (PAM)», tient à réitérer Benkirane. Ce dernier est pour un cabinet très restreint en comparaison avec les précédents en signalant que la majorité des postes ne sera pas accaparé par son parti.

Le SG du parti de la lampe est même pour le recours à certains technocrates très compétents qui peuvent être utiles pour le développement de leur pays. «Mais comment le PJD va cohabiter dans ce nouveau gouvernement avec des partis comme l'USFP et le PPS avec qui il affiche des divergences sur certains points portant notamment sur les libertés individuelles», s'interrogent plusieurs journalistes.

Une occasion pour le patron du PJD de mettre au clair la position de son parti sur les priorités du prochain gouvernement. Pour lui, le plus important pour le PJD ainsi que les partis de la Koutla est le renforcement des réformes et la poursuite des chantiers pour assurer le développement économique et social du pays. Benkirane est très conscient du contexte du pays, des besoins et aspirations de la population notamment dans les domaines sociaux: emploi, santé, éducation... Dans un premier temps, le SG compte sur la bonne gouvernance, la lutte contre la corruption et l'économie de rente pour améliorer la situation. Selon lui, la rentrée du nouveau gouvernement sera certainement marquée par des décisions dans ce sens. Mais, pas de grands changements au niveau de la loi de Finances préparée par l'équipe de Mezouar, et ce afin d'assurer la continuité du fonctionnement de l'Etat, selon Benkirane. Sur le registre des libertés individuelles, ce dernier tient à rassurer l'opinion nationale en rappelant qu'«aucun gouvernement ne pourra les toucher». Et la position du nouveau gouvernement envers le mouvement de 20 février? «J'ai déjà rencontré ses représentants et je suis disposé à discuter avec eux et répondre éventuellement à leurs revendications si elles sont réalistes», répond Benkirane. Ce dernier ne voit pas d'un mauvais œil leurs manifestations mais à condition de respecter la loi en vigueur. Toujours dans le même sens, le patron du PJD invite ses frères du mouvement Al Adl Wal Ihsane à revoir leur position eu égard aux résultats de ce scrutin qui confirmeront l'inexorable engagement des responsables dans la poursuite du processus de démocratisation de leur pays. Pour ce qui est des relations du Maroc avec l'Europe et les Etats-Unis, le SG du PJD a rappelé qu'au-delà des intérêts économiques, ces relations sont basées sur des fondements «philosophiques et historiques». Donc, il faut veiller à développer des relations équilibrées et profitables pour toutes les parties. Le renforcement des relations avec les pays d'Afrique et ceux du monde arabe figure également au programme du parti, qui semble de prime abord bien ambitieux.

Noureddine EL AISSI

Législatives 2011: Fortes attentes du milieu des affaires



AU lendemain de la victoire écrasante du PJD aux législatives, et à la veille de la composition d'un gouvernement de coalition, le suspense est de taille auprès du milieu des affaires. Devant ce triomphe incontestable et incontesté des islamistes, les opérateurs économiques attendent les premiers signaux du programme politique de la formation islamiste. Les enjeux sont multiples dans un contexte international difficile, une crise économique qui finira par toucher le Maroc (tourisme, IDE, immobilier...), une tension régionale alimentée par le printemps arabe, un déficit budgétaire alourdi par le poids de la compensation, un taux de chômage élevé auprès des jeunes et un milieu des affaires en manque de visibilité...

Auprès du PJD, la formation de Benkirane se dit consciente de la lourde responsabilité qui l'attend. C'est d'ailleurs sur cette base que la formation a déjà engagé des consultations pour former un gouvernement «ramassé» avec la Koutla (PI, USFP et PPS). Mais une chose est sûre, le PJD promet de s'attaquer d'abord à la corruption et l'économie de rente. C'est sur ce terrain précis que le monde de l'entreprise l'attend. La formation islamiste promet aussi de baisser les taxes sur les produits de première nécessité et surtaxer (30%) le luxe, l'alcool, le tabac, les terrains non bâtis... «Le PJD ira-t-il jusqu'au bout?» s'interrogent des patrons. Si c'est le cas, «il devra tenir compte des dégâts collatéraux liés à la surfiscalisation», renchérissent-ils. C'est dire que de nombreuses entreprises dont l'activité est orientée vers le luxe, l'alcool, le tabac ou les loisirs... appréhendent l'entrée en application du programme politique du PJD. C'est le cas notamment de nombreuses multinationales, des Brasseries du Maroc, Imperial Tobacco (ex Altadis), Ebertec, les casinos, les stations de tourisme, les agences de voyages, l'hôtellerie de luxe, les promoteurs immobiliers...

Pour remonter les attentes du milieu des affaires, L'Economiste a mené un coup de sonde auprès du patron des patrons et des chefs d'entreprises qui estiment qu'il y a un véritable enjeu pour leur activité.

Horani: Aucune appréhension au patronat

LE patronat a l'air rassuré. «Nous n'avons aucune crainte par rapport à l'élection du PJD», nous a confié Mohamed Horani, président de la CGEM. Le patronat ne se laisse pas impressionné et compte continuer à jouer son rôle en tant que force de propositions. «Un rôle que nous comptons remplir sans confrontation, ni complaisance», tient à préciser le patron des patrons. Celui-ci entend continuer à défendre la compétitivité de l'entreprise de manière «orte et engagée». En ce sens, le président de la CGEM affirme que la mise en place d'un gouvernement fort sera nécessaire pour faire face aux grands défis du moment (une période marquée par la crise économique et les attentes pressantes des citoyens).



**Mohamed Horani,
président de la
CGEM**

«On le sait, le PJD ne pourra pas gouverner tout seul, il devra trouver des alliés et mettre en place un programme en concertation avec les autres composantes de la majorité. Nous nous prononcerons sur le programme définitif lorsqu'il nous sera présenté». Pour l'instant, le patronat dit ne pas avoir d'appréhension quelconque: il espère seulement que ses propositions, inscrites dans sa vision 2020, soient prises en compte dans le programme gouvernemental. En attendant, la CGEM va se montrer vigilante. «Nous sommes passés par une période transitoire caractérisée par la mise en place d'une nouvelle constitution et la programmation d'élections anticipées. Il s'agit d'une phase sensible qui a forcément suscité l'attente des opérateurs économiques». Cette phase ayant été couronnée de succès, estime le patron des patrons, il faudra maintenant se mettre au travail et aller de l'avant.

Notons au passage que la confédération des entreprises a bien veillé à équilibrer ses relations avec les partis politiques. Pendant la période préélectorale, la CGEM a soigné ses relations avec presque tous les partis. A ce titre, Mohamed Horani nous a confié, fièrement, que le patronat aurait rencontré presque toutes les formations constituant aujourd'hui plus de 90% des sièges du Parlement.



Lucien Leuwenkroon: Une mutation sans destruction des acquis

«LES choses sont claires et le Maroc montre une fois de plus sa capacité de rebondir face à une crise qu'elle soit économique ou sociale». C'est en ces termes que Lucien Leuwenkroon, président de la Chambre de commerce belgo-luxembourgeoise au Maroc, qualifie le déroulement des élections législatives du vendredi 25 novembre. Il explique que le monde des affaires recherche la confiance d'un marché par sa stabilité pour pouvoir investir. «Ce qui est aujourd'hui le cas». Et donc le monde des affaires dont les adhérents de la Chambre belgo-luxembourgeoise tablent sur une sortie rapide de l'attentisme qui a prévalu jusque-là.



Lucien Leuwenkroon, président de la Chambre de commerce belgo-luxembourgeoise

La situation est même jugée «meilleure que dans les autres pays qui connaissent le printemps arabe».

Les conditions dans lesquelles le changement est intervenu sont vivement saluées. «La mutation a pu se faire sans destruction des acquis», souligne Lucien Leuwenkroon. Le Maroc en sort «même grandi par rapport à ses premiers concurrents et peut continuer à se développer sans perdre trop de temps».

Pour Lucien Leuwenkroon, la montée du PJD n'était pas une surprise même s'il s'attendait à ce que le parti de Abdelillah Benkirane gagne avec une majorité afin de gouverner sans trop d'alliances. «Ce qui n'est pas le cas et donc il sera difficile de les juger en tant que tel», conclut le président de la Chambre.

Enrique Egea Paradell: Ne pas mélanger le politique et l'économique

«L'arrivée du PJD n'aura pas d'impact sur le flux d'investissements étrangers». Enrique Egea Paradell cite l'exemple de pays dans lesquels les régimes en place n'ont pas influé sur le volume des investissements. Pour lui, la montée du PJD était «une possibilité claire» et ne poserait pas de problème. Car le parti de Abdelillah Benkirane sera obligé de réfléchir au moyen de faire tourner la machine et à ne pas mélanger le politique et l'économique. Par rapport à l'activité dans laquelle évolue l'entreprise qu'il dirige, cet opérateur espagnol reste optimiste. «Je pense que la politique du PJD va encourager le logement social et le moyen standing. Ce qui représente des possibilités de croissance pour notre activité».



Enrique Egea Paradell, DG de Roca

La FNPI redoute les effets de la taxe sur terrains non bâtis

LES promoteurs immobiliers accueillent la victoire du PJD sans grande surprise. «La montée du PJD était prévisible, puisque les Marocains espéraient un vent de changement», confie Youssef Iben Mansour, président de la Fédération nationale des promoteurs immobiliers (FNPI). Les professionnels de l'immobilier ont beaucoup d'attentes vis-à-vis du futur gouvernement. «Le parti de la justice et du développement n'a pas eu l'occasion de gouverner auparavant. Aujourd'hui, nous espérons qu'il apportera des actions d'amélioration que ce soit au niveau national ou régional», souligne Iben Mansour. La position de la FNPI est mitigée par rapport à la mesure de la hausse de la taxe sur les terrains non bâtis (TNB) figurant dans le programme électoral du PJD. «C'est un projet qui doit cibler différemment les catégories des acteurs de l'immobilier. Les promoteurs investisseurs dans l'immobilier, qui considèrent les terrains comme une matière première, ne doivent pas être pénalisés».



Youssef Iben Mansour, président de la FNPI



par cette mesure. Contrairement à ceux qui achètent pour la spéculation», explique Iben Mansour.

Belhrach: L'entreprise n'a pas d'idéologie

Autre priorité pour le patronat: donner une réponse claire est incisive à la problématique de l'emploi. Selon toute vraisemblance, les mesures promises par le PJD sur ce volet ne semblent pas convaincre Jamal Belhrach, président de la Commission emploi et relations sociales de la CGEM. «Il en faut bien plus qu'une liste de mesures pour remédier à la problématique de l'emploi, c'est d'un vrai projet sociétal dont nous avons besoin», affirme-t-il. Le DG de Manpower, estime que formuler des promesses de ce genre, c'est quelque part, mentir au citoyen. A son avis, tant qu'on n'aura pas mis en place des réformes structurelles, le problème persistera. «Il ne suffit pas de promettre des chiffres, il faut proposer des mesures de financement destinées aux entreprises déjà asphyxiées par le poids des charges».



Jamal Belhrach,
président de la
commission emploi
à la CGEM

Le positionnement idéologique du parti ne semble pas inquiéter le patronat

Belhrach estime que «l'entreprise n'a pas d'idéologie et que le PJD ne se risquera pas à s'attaquer à l'économie».

Amal Karioun: Restons dans la continuité

Même son de cloche auprès d'Amal Karioun. Pour le président de la Fédération des voyagistes de Rabat et vice-président du Conseil national du tourisme de la même ville, «l'arrivée en tête des islamistes lors des élections législatives n'a pas du tout surpris». Pour ce qui est de l'impact sur l'activité touristique, Karioun ne s'attend pas à «de gros changements». Car, explique-t-il, le PJD n'aura pas les mains libres, il doit composer avec les autres alliés, notamment les deux grands partis de la Koutla : Istiqlal et USFP. «Et en tout cas, il faut attendre la nomination de la personnalité qui aura la charge de piloter le département touristique pour avoir plus de visibilité». Le président des voyagistes de Rabat formule toutefois le vœu pour que le ministère du Tourisme soit transformé en une simple direction dans la mesure où l'activité présente un caractère horizontal et dépend de ce fait du bon vouloir des autres départements ministériels. Surtout que maintenant l'argent ne fait pas défaut. L'allusion est faite à la création la semaine dernière à Rabat de l'Autorité d'investissement touristique (Wessal Capital).



Amal Karioun,
président de la
Fédération des
voyagistes

Lahbib El Eulj: Pas d'inquiétude pour le tourisme

Peu de professionnels ont réagi au coup de sonde de L'Economiste. Sur une quinzaine d'opérateurs et chefs de file, deux n'ont pas hésité à livrer leurs sentiments. Les autres ont estimé encore prématuré de se prononcer sur les enjeux d'une gouvernance où le PJD aurait un rôle central.

Pour Lahbib El Eulj, président de la Fédération des agences de voyages, la victoire du Parti justice et développement était prévisible. «En tant que citoyen, je m'attendais à la victoire du PJD». Du



Lahbib El Eulj,
président de la
Fédération des
agences de voyages



fait, dit-il, de la qualité de sa campagne électorale qui s'est appuyée sur la mobilisation des militants. Le contexte de printemps arabe anticipait aussi cette victoire qui annonce le changement. Pour El Eulj qui est également conseiller à la 2e Chambre et président de sa commission de l'Enseignement, «le Maroc a eu droit à son vendredi à l'instar des pays de la région qui ont opté pour le changement dans la stabilité». Mais quels enjeux pour l'activité touristique ? El Eulj se dit très serein. A ses yeux, tout se fera dans la continuité et la stabilité. Et pour cause, le Maroc dispose d'institutions et des lois garantissant la primauté de l'Etat de droit. Sans oublier l'attachement fort proclamé du Parti justice et développement à l'Institution royale, garante de l'unité et de la prospérité des citoyens marocains.

Tony Linares: Attention aux taxes disproportionnées!

«LA victoire du PJD aux élections était prévisible. Dans mon entourage, ceux qui étaient favorables à ce parti n'étaient pas indécis», note Tony Linares, directeur général d'Ebertec, société de distribution de vins et spiritueux. Le PJD a ouvertement exprimé sa volonté de taxer tout ce qui est produit de luxe importé. Et dans le package «luxe», les boissons alcoolisées figurent en bonne place. «Nous n'avons pas vraiment de craintes par rapport à notre activité. Si les taxes augmentent, elles le seront pour tout le monde; mais il ne faut pas que ça soit disproportionné», soutient Linares. Une fois au gouvernail, le PJD ira-t-il jusqu'au bout ? Il devra tenir compte de certaines données et des dégâts collatéraux de la surfiscalisation des boissons alcoolisées sur le tourisme. «Ils seront obligés de tenir compte du développement du tourisme», soutient Tony Linares. Idem pour l'emploi aussi bien dans les plantations que dans les établissements de transformation et de distribution des boissons alcoolisés. A lui seul, ce secteur offre plusieurs emplois directs sans compter les emplois indirects dans l'emballage, le conditionnement et la logistique. Autre donnée, les recettes fiscales drainées par ce secteur. A elle seule la TIC sur les vins et alcools et sur les bières rapportent plus de 1 milliard de dirhams au budget de l'Etat. Et ce, sans compter la TVA à 20% appliquée à ces produits.



Lucien Leuwenkroon, président de la Chambre de commerce belgo-luxembourgeoise

Législatives 2011

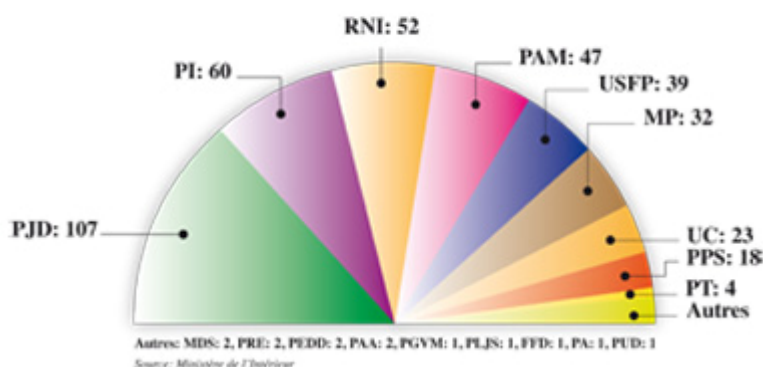
La balkanisation un peu épongée

Une nouvelle cartographie politique

Vers un parlement polarisé avec une majorité homogène et une opposition forte



Résultats par parti



La nouvelle composition du Parlement permettra d'atténuer la balkanisation, la plus grande partie des sièges étant entre les mains de 8 formations. Les 10 autres partis se sont partagés les sièges restants, 4 formations ont remporté 2 sièges chacune, 5 ont décroché 1 siège chacune et un parti dispose de 4 sièges

LES résultats définitifs du scrutin du 25 novembre ont confirmé le leadership du PJD, arrivé en tête avec 107 sièges sur les 395 du nouveau Parlement. Le classement des autres formations n'a pas connu de changements avec le Parti de l'Istiqlal en 2e position (60 sièges), le RNI troisième (52 sièges) et le PAM 4e avec 47 sièges. L'USFP qui affichait de grandes ambitions depuis quelques mois n'a pas pu faire mieux qu'en 2007, se contentant de la 5e place avec 39 sièges. Le MP et le PPS ont également accusé un net recul avec un positionnement à la 6e et 8e place avec respectivement 32 et 18 sièges.

Les résultats de cette consultation électorale ont au moins le mérite de tracer une nouvelle cartographie politique au sein de l'institution législative. Avec une domination claire des grandes formations, la nouvelle composition du Parlement semble contraster avec l'éclatement de l'ancienne configuration. En effet, sur les 31 partis qui se sont lancés dans la course électorale, seuls 18 ont pu se frayer un chemin vers l'hémicycle. De plus, la majorité des sièges a été remportée par 8 partis qui ont eu plus de 18 sièges. La différence avec les autres formations est très nette, dans la mesure où seul le Parti travailliste, qui arrive en 9e position, a pu glaner 4 sièges. Pour les autres, 4 formations ont eu 2 sièges chacune et 5 disposent d'un siège chacune. Ceci devra largement participer à atténuer la balkanisation qui a caractérisé le Parlement sortant.

Cette visibilité devra encore se préciser dans la mesure où plusieurs formations ont annoncé leur fidélité aux coalitions mises en place avant les élections. Ce qui devra permettre de dégager des pôles clairs au sein du Parlement. Si le scénario prédisant une majorité gouvernementale regroupant le PJD et les composantes de la Koutla se concrétise, le Maroc pourra disposer d'une majorité forte et homogène, mais aussi d'une opposition qui dispose des moyens pour s'acquitter de son nouveau rôle constitutionnel. Des partis comme le RNI ou le PAM ont déjà annoncé leur attachement au G8. Si toutes ses composantes décident de rester ensemble dans l'opposition, elles devront peser lourd avec une équipe de 160 députés.

D'autres partis sont également membres d'une autre coalition notamment l'Alliance des partis du centre, regroupant le Mouvement démocratique et social (2 sièges), le parti d'Al Ahd Addimocrati (2 sièges) et le Parti du renouveau et de l'équité (2 sièges).



Les résultats annoncés par le ministère de l'Intérieur ont également permis de dévoiler le nombre de femmes et de jeunes dont disposera chaque parti dans le cadre de la liste nationale. Les 90 sièges réservés à cette liste vont permettre d'injecter du nouveau sang dans l'institution parlementaire. Ce qui devra favoriser la diversité des profils grâce notamment à des députés comme Nezha El Ouafi du PJD, issue de la communauté marocaine résidant à l'étranger, ou encore Yassine Ahajjam, l'acteur qui a choisi de se présenter sous les couleurs du parti islamiste.

La liste nationale a également permis à des figures connues de briguer un nouveau mandat au Parlement, comme Bassima Hakkaoui, la tête de la liste des femmes du PJD. D'autres personnalités qui avaient opté pour la liste nationale au lieu de tenter leurs chances au niveau local ont failli faire les frais de ce choix. C'est le cas de la ministre sortante Nouzha Sqalli, qui a été difficilement élue. Elle a été classée en 4e position sur la liste des candidats du PPS qui n'a finalement obtenu que 4 sièges réservés aux femmes et 2 réservés aux jeunes. Driss Redouani, le SG de la jeunesse socialiste a fait les frais de son classement sur la liste des jeunes. Seuls Rachid Roukbane, le SG de l'organisation Talaiï de l'enfance du PPS a été élu en compagnie de Anas Doukkali, membre du bureau politique. Le RNI, lui, a réussi à garantir des sièges à sa tête de liste et à huit autres femmes dont la chanteuse Fatima Tabaâmrante. Le PAM, qui a décroché 12 sièges dont 8 pour les femmes, a réussi à faire passer son tête de liste des jeunes, Youness Sekkouri, mis au-devant de la scène depuis quelques mois, et qui sera certainement l'une des principales figures de l'opposition au sein du Parlement.

Mohamed Ali MRABI

Têtes d'affiche

■ Bassima Hakkaoui: une parlementaire aguerrie

Enseignante et doctorante en psychologie du travail, Bassima Hakkaoui est l'une des principales figures féminines du PJD. Très présente au sein de l'équipe parlementaire du parti, elle est également connue par son dynamisme dans les structures féminines de la formation de Benkirane.

■ Khalid Boukarfi:

Natif de Taza, Khalid Boukarfi, tête de la liste des jeunes du PJD, est un pur produit du parti. Il est connu par sa dynamique au sein de la structure de jeunesse dont il est secrétaire général adjoint. Boukarfi est directeur d'une école privée à Meknès.

■ Naïma Farah: expérimentée

Naïma Farah, tête de la liste des femmes RNI, a intégré très jeune cette formation. Elle a d'ailleurs été correspondante du journal du parti à Casablanca avant de rejoindre le comité central puis le bureau exécutif. Elle fait son entrée au Parlement en 2002 dans la circonscription de Aïn Chock à Casablanca.

■ Youness Sekkouri: un joker

Bardé de diplômes, Youness Sekkouri, tête de liste des jeunes du PAM, a déjà un long parcours derrière lui, en dépit de son jeune âge. L'institution législative, il l'a déjà intégrée adolescent dans le cadre du Parlement de l'enfant. Il a également officié en tant que conseiller de l'ex-Premier ministre Driss Jettou, avant d'intégrer le ministère de l'Intérieur où il a été nommé «chargé de mission» durant le mandat de Chakib Benmoussa. Il est également le coordinateur régional du PAM à Rabat.

■ Fatna Lkhail: une valeur sûre



Membre du bureau politique du Mouvement populaire, Fatna Lkhail est l'une des principales figures féminines du parti. Cette parlementaire du Gharb est l'une des rares femmes à s'être lancée dans la course électorale dans une circonscription rurale où elle avait décroché son siège haut la main. Pour le scrutin du 25 novembre, elle a choisi de se présenter sur la liste nationale à travers laquelle elle retourne au Parlement.

■ Rachid Roukbane: Le jeune socialiste

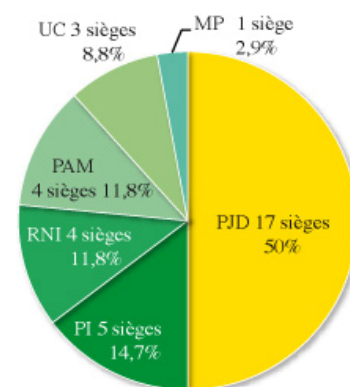
Issu de la base militante du PPS, Rachid Roukbane, tête de la liste des jeunes du parti, est l'un des deux candidats de cette liste à avoir pu décrocher un siège. Roukbane est président de l'organisation Talaï de l'enfance du PPS et membre du bureau politique de la formation de Benabdallah.

Législatives 2011

Dans les régions, les fiefs basculent

Casablanca

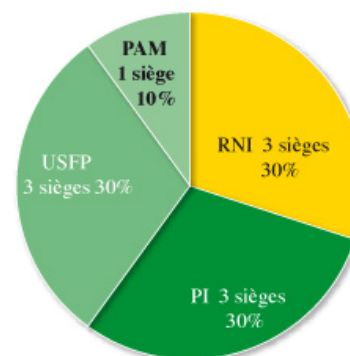
Raz-de-marée confirmé pour le parti de la Lampe dans le Grand Casablanca. Les résultats définitifs montrent que le parti a raflé la moitié des sièges à pourvoir dans toute la région, soit 17 places sur 34. Il est suivi du Parti de l'Istiqlal (PI) avec 5 sièges seulement (14,7%) dont deux remportés par le ministre de l'Équipement et du Transport, Karim Ghellab, et la ministre de la Santé, Yasmina Baddou, dans leurs circonscriptions respectives, Ben M'sick et Casablanca-Anfa. Le PJD a, ainsi, obtenu deux sièges dans sept circonscriptions (Casablanca-Anfa, El Fida-Mers Sultan, Aïn Chock, Hay Hassani, Sidi Moumen, Sidi Bernoussi et Mohammedia) et un seul dans les autres (Ben M'sick, Moulay Rachid et Nouaceur), à l'exception de Médiouna où il est sorti les mains vides. A noter que le parti de Benkirane n'est pas le seul à avoir couvert toutes les circonscriptions de la région du Grand Casablanca. Le PI, l'USFP et le PPS ont aussi enregistré un taux de couverture de 100%. Toutefois, ni l'USFP, ni le PPS n'ont réussi à décrocher un seul siège au Parlement. L'Union constitutionnelle qui a gagné trois sièges dans la région a couvert, pour sa part, 90,9% des circonscriptions de la région, tandis que le Rassemblement national des indépendants a enregistré un taux de couverture de 72,7% et a remporté 4 sièges à l'instar du Parti authenticité et modernité (avec une couverture de 81,8%).



B.S.

Guelmim-Smara

Les résultats des législatives 2011 dans la région de Guelmim-Smara ont mis en avant le RNI, le PI et l'USFP qui remportent neuf sièges soit 30% chacun contre un seul siège pour le PAM, ce qui représente 10%. Ces 10 sièges sont répartis équitablement entre les différentes circonscriptions de la région qui en obtiennent deux chacune. A Tata, ce sont Mustapha Tadoumante (RNI) et Hassan Tabi (PI) qui sont réélus. Assa -Zag est représentée par Rachid Tamek (PAM) et Ouaisi Hamdi (USFP). Smara par Sidi Mohamed El Joumani du RNI et Sidi Hamed Chiker du PI. A Tan-Tan, ce sont Bouloune Salek du Parti de l'Istiqlal et l'Usfpéiste Mohamed Ouberka qui ont été choisis par les électeurs. Enfin, à Guelmim, les deux sièges sont revenus à Houcine Ouadmine de l'USFP et Mbarek Bouaida du RNI. Il ressort de ces résultats que le grand absent est le PJD qui pourtant a remporté la majorité au niveau national avec 107 sièges. N'empêche qu'il a remporté la troisième position au niveau de Guelmim avec près de 6.000 voix. A Assa-Zag, il n'a pas été représenté. Les 10 sièges de la



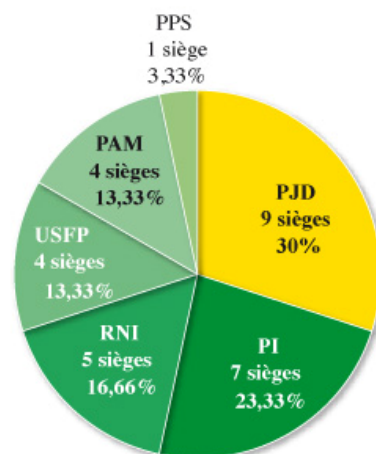


région Guelmim Smara représentent 2,53% sur les 395 au niveau national. Sur les 31 partis politiques au niveau national, 4 sont représentés dans cette région.

F.N.

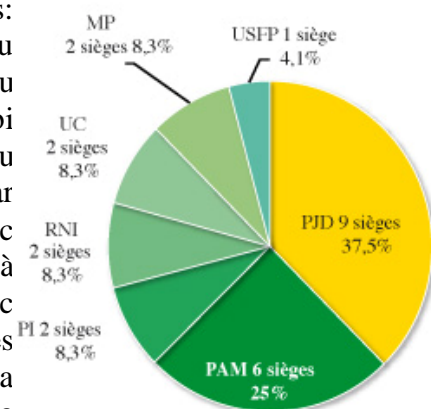
Souss-Massa-Draâ

Si le taux de participation était très faible lors des élections dans la circonscription d'Agadir Ida Outannane, avec à peine 38%, il a par contre, pour l'ensemble de la région Souss-Massa-Draâ, atteint 47%. Dans la circonscription d'Agadir Ida Outannane qui compte quatre sièges, les vainqueurs de ces législatives sont le PJD avec deux sièges, l'USFP et le RNI ayant pour leur part remporté un siège chacun. Et sans surprise, à l'échelle de la région, le PJD est le grand vainqueur avec 9 sièges. Le parti de l'Istiqlal, en 2e position, rafle 7 sièges suivi du RNI qui en a décroché 5. Et l'USFP ne se positionne qu'au 4e rang avec 4 sièges, nombre de sièges que le PAM affiche aussi. Le PPS, parent pauvre, n'a, lui, réussi à décrocher qu'un seul siège. L'élément le plus frappant au niveau de cette région, c'est l'évolution incontestable du PJD et de l'Istiqlal. Lors des précédentes législatives, le PJD et le PI avaient à peine réussi à obtenir respectivement 4 et 5 sièges. Idem pour l'USFP qui gagne du terrain comparativement aux précédentes législatives où elle n'avait décroché que deux sièges dans la région. A noter également le recul du RNI qui avait 7 sièges en 2007 et celui du MP qui n'a rien obtenu lors de ces dernières législatives (2 sièges en 2007). L'autre changement, c'est l'éclipse de certaines figures politiques, comme Abdeljabar Kastalani du PJD dans la circonscription de Tiznit. Le politicien occupe le poste de secrétaire régional du parti dans le Souss-Massa-Draâ. Brahim Hafidi du RNI, connu pour être le président du conseil régional, n'a pas été élu dans la circonscription de Chtouka Ait Baha. Brahim Zergdi, député sortant, n'a pas non plus eu de siège dans la circonscription d'Agadir Ida Outannane. Ancien militant du MP, ce politicien s'est présenté à ces législatives sous l'étiquette PAM. M.A.



Rabat-Salé-Zemmour-Zaër

C'est incontestablement le Mouvement populaire qui a pris une claque, au profit du PJD qui renforce sa position en tant que première force politique au niveau de la région Rabat-Salé-Zemmour-Zaër avec 9 sièges sur un total de 24 postes. A Rabat même, deux circonscriptions: Chellah et Mouhet qui totalisent 7 sièges. Dans la première, Abdeslam Balaji du PJD, Brahim Joumani du PAM et Driss Lachgar de l'USFP, l'emportent au détriment de Omar Bahraoui, ex-maire de Rabat (tête de liste MP) et Faouzi Chaâbi qui s'était présenté sous la bannière du Parti de l'environnement et du développement (PED). Dans la seconde circonscription, pas de changement par rapport à 2007, sur les 4 sièges, 2 ont de nouveau été remportés par le PJD avec Reda Ben Khaldoune et Abdelatif Ben Yakoub. Les deux autres reviennent à Abdelkader Tattou du MP et Mohamed Medhoune du PAM. La cause de l'échec des candidats du MP s'explique principalement par la guerre déclenchée entre ses dirigeants au niveau de la capitale lors de la préparation des listes. Ce qui les a poussés vers des latitudes plus clémentes. C'est le cas de Brahim Joumani qui a dirigé la liste du PAM à Chellah, ou encore de Kerroumi qui s'est présenté sous l'étiquette du RNI.



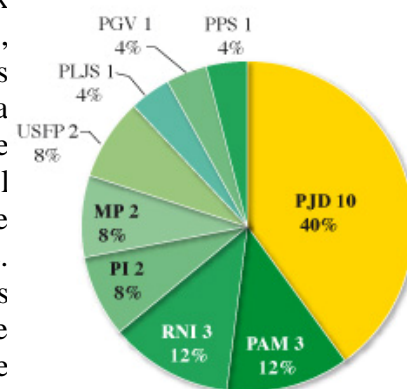


A Salé, le MP a également eu un coup sévère suite à l'échec de Driss Sentessi, ex-maire qui perd son poste de député depuis 2007. A Sala Médina, le PJD a remporté deux sièges sur 4 au profit d'Abdelilah Benkirane, SG du PJD, et Mohamed Zouiten. C'est le même score obtenu en 2007 par ce parti avec une liste dirigée par Benkirane. Les 2 autres postes ont été partagés entre Noureddine Lazrek (RNI) actuel président du conseil de la ville et Rachid Abdi (PAM). Les 3 sièges de Sala Al Jadida ont été décrochés par Abdelkader Amara (PJD), Lahlifi Kadra (UC) et Omar Sentissi (PI). A Témara les candidats gagnants sont Moh Rejdali et Itimad Zahidi du PJD, Brahim Chkili du PAM et Hassan Arif de l'UC. Dans la circonscription de Khmisset les gagnants sont Mohamed Achrouf du PAM, Mohammed Lahmouche du MP et Abdellah Ben Hamou du PJD. Alors qu'au niveau de la circonscription Tifelt Romani, on trouve Bouamor Taghouan du PI, Hassan Filali du RNI et Rahou Hilaa du PAM.

N. E. A

Tanger-Tétouan

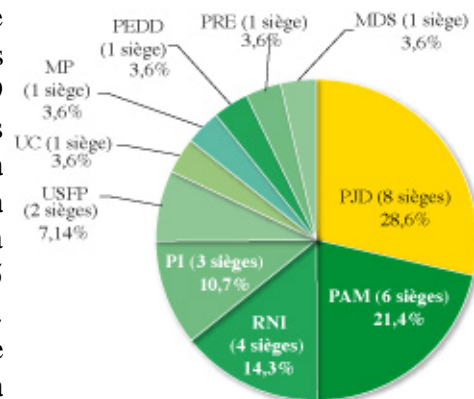
Le paysage électoral a été revu en profondeur après le passage de la vague PJD. Le parti a réussi à s'arroger 40% du total des 25 sièges qui représentent la région au Parlement. Si sa réussite à Tanger n'a pas étonné grand monde, la ville du détroit étant l'un de ses fiefs historiques, le parti de la lampe a réussi à s'assurer un second siège dans la ville de Tétouan. Il est d'ailleurs le seul parti à être présent dans chacune des autres circonscriptions de la région. L'une des clés du succès du PJD semble le fort taux de participation. Alors qu'il a été de seulement 22% lors des législatives de 2007, ce taux a atteint les 40% à Tanger-Asilah, par exemple. L'un des grands perdants au niveau de la région est le Parti de l'Istiqlal. Malgré qu'il ait réussi à décrocher la seconde place derrière le PJD, il n'a obtenu que deux sièges, dont l'un à Ouezzane et l'autre à Larache. A noter que c'est à Chefchaouen qu'a été élu le seul parlementaire du Parti de la liberté et de la justice sociale (PLJS) ainsi que celui de la Gauche verte (PGV). La journée du 25 novembre n'a pas souri à tout le monde. Pour certaines figures à Tanger, la douche a été bien froide, comme c'est le cas pour Mohamed Zemmouri, qui s'est présenté sous la bannière de l'UC, et de Abderrahmane Arbain, sous la bannière du MP. Ces vieux routiers de la politique locale ont vu leurs listes n'atteindre même pas le seuil minimal. D'autres partis ont eux aussi été laminés à Tanger, c'est le cas de l'USFP qui misait sur leur tête de liste, Ahmed Achahbar. Ce dernier, sans expérience particulière en politique, n'est pas arrivé à remporter de siège.A.A.



Marrakech-Tensift-Al Haouz



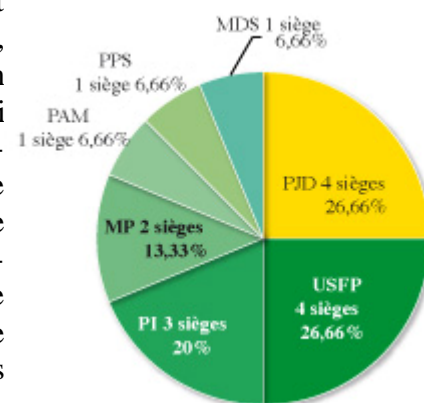
C'est une première pour le PJD dans la région de Marrakech-Tensift-Al Haouz. Alors qu'il était absent de la carte politique de Marrakech, le parti de la lampe réussi à rafler au total 8 sièges sans compter deux autres obtenues dans le cadre de la liste nationale. Ce qui porte, ainsi, à 10 le nombre de parlementaire du PJD issus de la région. Le parti de la lampe a réussi à rafler trois sièges respectivement au Haouz, à Chichaoua et Kelaa Sraghna. En plus de 5 autres dans les trois circonscriptions de la préfecture de Marrakech. Ses candidats ont obtenu chacun plus de 20.000 voix. De son côté, le PAM se classe 2e dans la région du Marrakech-Tensift-Al Haouz avec 6 sièges remportés lors du scrutin du 25 novembre. Le parti du tracteur a fait moins bien qu'en 2009 remportant deux sièges à Rhamna, son fief, un siège au Haouz et trois fauteuils dans la préfecture de Marrakech. Fatima Zahra Mansouri, la mairesse et Adnane Benabdela, président de l'arrondissement de la ménara ont réussi à se faire élire. En 3e position se place le RNI avec 4 sièges à Kélaa, Rhamna, Essaouira et à Chichaoua. En revanche, le scrutin du 25 novembre a été une grosse défaite pour les formations de la Koutla. Marrakech était pourtant un des grands fiefs du PI, il y a quelques années. Le parti de l'Istiqlal se classe cette année 4e avec trois sièges remportés dans la région, notamment à Chichaoua, Haouz et Essaouira. L'USFP est aussi à la traîne avec à peine deux fauteuils obtenus à Kélaa Sraghna par Abdelali Doumou, (ancien président de la région) et à Essaouira par Mohamed Mellal. Le reste des sièges (5) est réparti entre l'UC, le MP, le parti de l'environnement, le Renouveau et l'équité et le MDS.



B.B

Fès- Boulemane

Dans la région de Fès Boulemane, le taux de participation lors des dernières législatives a dépassé de peu les 40%. Côté échiquier politique, la région est représentée par 15 parlementaires, répartis sur 5 circonscriptions électorales. Mise sous les feux des projecteurs avec ses deux circonscriptions, dites de la mort, la ville de Fès a désormais un nouveau dessein. Ici, le Parti de la justice et de développement (PJD) domine. Il est arrivé en tête des résultats avec 4 sièges, soit un taux de représentation régional de 26,66%. Ce qui classe la formation d'Abdelillah Benkirane en tête du classement. Notons que les 4 hommes du Parti de la lampe sont élus dans la préfecture de Fès, chef-lieu de la région de Fès-Boulemane. Auparavant (lors des législatives de 2007), dans cette même ville, le PJD n'avait que 2 sièges confiés à Abdallah Abdallaoui et Lahcen Daoudi. Le Parti de l'Istiqlal (PI), lui, prédominait avec trois sièges (2 à Fès-Nord et 1 à Fès-Sud). L'USFP n'avait, quant à lui, qu'un seul siège remporté à Fès Sud au même titre que le RNI et le PPS. Le scrutin de vendredi dernier a tracé une nouvelle carte politique dans la région. Ainsi, l'Union socialiste des forces populaires (USFP), elle aussi, a remporté 4 sièges dont 2 à Fès, 1 à Sefrou et 1 à Boulemane. Avec ses 4 parlementaires, l'USFP est sur le même pied d'égalité avec le PJD dans cette région. Donc, l'Union détient 26,66% des représentations. Son allié dans la Koutla, le Parti de l'Istiqlal (PI) est classé en 2e position avec 3 sièges (2 remportés à Fès et 1 à Moulay Yacoub), soit 20% des voix. Le mouvement populaire arrive, quand à lui, en 3e position avec seulement 2 parlementaires, soit 13,33% des représentations. Dans les derniers rangs, figurent le PAM, le PPS et le Mouvement démocratique et social. Ces trois formations ont obtenu un siège chacune, soit un taux de représentation régional de 6,66%.



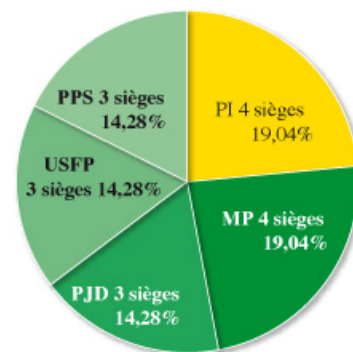


Y. S. A.

Meknès-Tafilalet

Dur, dur pour le Rassemblement national des indépendants (RNI) que d'avoir nommé son SG Salaheddine Mezouar dans la circonscription de Meknès et de ne remporter qu'un siège dans cette ville qui en compte 6. En tout cas, Meknès-Tafilalet regroupe, outre le chef-lieu qui est Meknès, El Hajeb, Ifrane, Midelt, Khénifra et Errachidia, soit un total de 21 sièges représentatifs

En revanche, dans cette région, le scrutin du 25 novembre a été d'un grand apport pour le PI. Lequel parti dispose aujourd'hui de 4 sièges au lieu de 3 dans cette circonscription. Il partage d'ailleurs avec le MP la première place avec 4 sièges chacun. Le PJD, le PPS et l'USFP arrivent en 2e position avec 3 sièges pour chacun des partis. L'UC est 3e avec 2 sièges. Enfin, le PAM et le RNI sont au dernier rang avec un siège chacun.

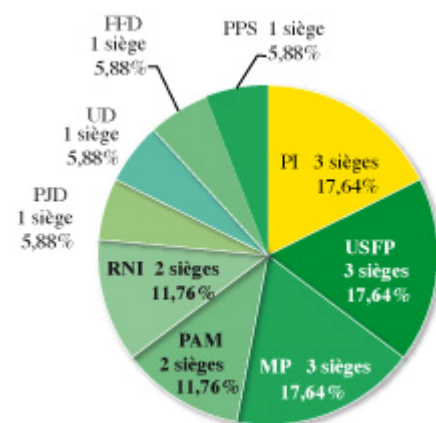


Le PJD et les alliés de la Koutla (PI, USFP et PPS) totalisent quelque 13 sièges. Pour les observateurs de la vie politique, leur alliance sera décisive dans ce que devrait être la régionalisation avancée, une fois appliquée, «mariant» Fès à Meknès.

Y. S. A.

Taza-Taounate-Al Hoceima

Au total, 76 listes électorales étaient en lice pour les 17 sièges à pourvoir que compte la région Taza-Taounate-Al Hoceima pour le scrutin du 25 novembre. Fait marquant des cinq circonscriptions de cette région, plus de 71,05 % des têtes de listes qui étaient en «course» se présentent pour la première fois à des élections, alors que 15,79 % des candidats ont été élus aux législatives de 2007. Selon le ministère de l'Intérieur, le nombre des mandataires de listes électorales dans la région a atteint 76 candidats. Pour élire les 17 parlementaires (5 à Taza, 4 à Hoceima, 3 à Taounate Tissa, 3 à Ghafsay, et 2 à Guercif), il fallait passer au crible tous les candidats. Il en ressort que 32 têtes de liste sont âgés entre 45 et 55 ans, 22 candidats ont 55 ans et plus, tandis que l'âge de 18 candidats varie entre 35 et 45 ans et quatre ont moins de 35 ans. Le jour du scrutin, les électeurs ont choisi dans cette région 3 parlementaires PI. Il en est de même pour l'USFP et le MP qui ont remporté également 3 sièges. Les formations de Salaheddine Mezouar et de Cheikh Biadiallah ont obtenu 2 sièges chacune. Puis, le FFD, le PPS, le PJD, et l'Unité et la démocratie ont obtenu tous les quatre un siège chacun. Pour bon nombre d'observateurs, le PAM qui considère le Rif et Houceima en particulier comme son fief électoral, n'a pas fait un bon score.



Y. S. A.

Réseaux sociaux: Pro et anti PJD dans l'attentisme

Pour l'heure, la toile ne s'affole pas

20 février et Mamfakinch toujours mobilisés



Les mouvements du 20 février et Mamfakinch appellent à manifester chaque dimanche jusqu'à ce que leurs revendications soient concrètement appliquées. Le prochain rendez-vous est prévu dimanche 4 décembre (Ph. Jarfi)

Le succès du Parti de la justice et du développement (PJD) aux législatives du 25 novembre ne semble pas affoler la toile. Ainsi, sur Facebook, Twitter ou encore Youtube et Daily Motion, les groupes se font discrets, évitant de commenter, ou très peu du moins, les résultats. «Peu importe le vainqueur, ce sont les élections en elles-mêmes que nous remettons en cause», souligne Housni Mokhless, un des porte-parole du 20 février. En effet, les jeunes du 20 février et de Mamfakinch, les qualifient de «parodie électorale». Certains s'aventurent et estiment que «la logique démocratique aurait voulu que les législatives soient considérées comme un échec en raison de la désaffection des électeurs».

D'autres renchérissent ironiquement : «l'exception marocaine, encore une, est de considérer que 6 millions de Marocains qui se déplacent aux urnes (sur plus de 13 millions d'inscrits et 21 millions en âge de voter) est un franc succès». Une situation qu'ils ont défendue dimanche 27 novembre, lors de manifestations, dans différentes villes du Royaume.

Sur Facebook et Twitter, les «pro PJD» et les «anti PJD» s'affrontent à coups de mails. Les «anti» multiplient les blagues, les caricatures et les critiques. Ils tournent le parti vainqueur des élections en dérision. Ainsi, l'augmentation du nombre des vendredis par semaine, le double ramadan pour tous, la suppression des moyens de contraception, le port obligatoire du voile et de la barbe, toutes les affaires sociales ou religieuses sont utilisées pour dénoncer l'élection du parti rebaptisé : «PJD: Plus de jupes ni de décolletés».

Les sympathisants du parti islamiste s'insurgent contre ces réactions et se déclarent «ravis de ce changement». Le PJD est qualifié «du seul parti sérieux de la scène politique marocaine », «d'un parti honnête, avec un programme et des objectifs concrets pour l'éducation, », ou encore «comme un parti qui prend en considération les revendications du peuple». Toutefois, ces propos sont à nuancer, car tous «attendent de voir le nouveau gouvernement à l'œuvre». Rappelons que le mouvement du 20 février avait appelé au boycott des élections. Le taux de participation de 45 % est «une victoire» pour eux, ils considèrent qu'ils ont été entendus. Ils appellent d'ailleurs à maintenir la pression en manifestant tous les dimanches. «Nous continuerons jusqu'à ce que nos revendications soient appliquées», déclare Housni Mokhless. La prochaine marche est prévue dimanche 4 décembre au quartier Sidi Bernoussi, à Casablanca.
Z. S

Source : WEB